

## MISE EN PLACE D'UNE FORCE ANTITERRORISTE AU SAHEL

## Alger refuse de s'impliquer

**A l'heure où s'activent les préparatifs pour la mise en place d'une force militaire antiterroriste au Sahel, l'Algérie, elle, se distingue par une attitude de réserve, presque de la prudence face à une situation dont tous les tenants et les aboutissants demeurent encore inconnus...**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir) -** Une certitude, cependant : les autorités algériennes refusent manifestement de se joindre à l'opération en cours au sein du G5. Le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad et la Mauritanie se sont, comme on le sait, réunis il y a près de deux semaines à Bamako pour concrétiser un projet déjà vieux de plusieurs mois. Celui de déployer dans le Sahel 5 000 militaires africains issus des pays concernés pour lutter contre les groupes terroristes qui gangrènent la région.

Basées au Mali, ces troupes sont appelées à mener cette lutte aux côtés des soldats français qui se trouvent sur place dans le cadre de l'opération Barkhane, lancée trois années plus tôt pour parer aux échecs des missions Serval et Epervier qui la précédaient.

Ces échecs ont mis à mal les autorités françaises face à leur opinion, mécontente de voir des enfants du pays soumis à un danger permanent des groupes terroristes et sans succès apparent. Au Mali, la France a échoué, et

Macron le sait. Dans sa campagne électorale, il a fait promesse à ses électeurs de rallumer le flambeau et de se rendre à Bamako dès son accession à la présidence de la République. Ce qu'il a fait, peu de temps après son arrivée à l'Élysée. Mais Macron a compris aussi que la mise en place de toute stratégie ne pouvait s'effectuer sans l'Algérie qu'il a lui-même qualifiée de marraine du processus pour la paix et la réconciliation au Mali. Tout le monde sait aussi, affirment des sources bien au fait du dossier, «que tous les leviers se trouvent entre les mains de l'Algérie et qu'il est impossible de faire autrement que de passer par cette courroie pour pouvoir agir». C'est ainsi que s'expliquent les coups de fil répétés entre le Président français et son homologue algérien.

Trois entretiens en moins d'un mois ont été révélés par des relais français aux médias de ce pays. «On voit bien que l'affaire est au centre des préoccupations actuelles des dirigeants français.



Les groupes terroristes gangrènent le Sahel.

Photo : DR

On peut même interpréter ces sollicitations comme un forcing, mais il se trouve que certains propos ou comportements n'ont pas été accueillis de manière favorable. Tenir une réunion comme celle qui s'est déroulée récemment à Bamako (celle du G5) est inconcevable, mais y assister est aussi contraire à la politique qui a toujours caractérisé notre pays», poursuivent nos sources. «Actuellement, la situation est trouble, d'un côté, la France pressée qui veut marquer un retour en force dans une région où elle a échoué, de l'autre, une opération de mise en place de forces mili-

taires qui implique des actions par-delà les frontières, ce qui est contraire aux positions de notre pays et au centre des mouvements terroristes qui mettent chaque jour en danger les populations du Sahel et qui risquent d'étendre leurs actions bien au-delà des frontières.»

Par prudence, Alger décide de rester en retrait. «On voit bien que quelque chose se passe, dernièrement, les Espagnols, les Portugais mais aussi les Français et les Marocains ont convenu d'une rencontre autour du Sahel à laquelle n'a pas été conviée l'Algérie, encore une fois. Ils savent que notre

position est claire, nous avons 6 000 km de frontières à sécuriser, ce n'est pas une mince affaire, nous avons intérêt à les sécuriser, pas à faire les gendarmes pour les frontières des autres. Il ne faut pas oublier non plus que des opérations comme celles qui se préparent dans le Sahel sont très coûteuses, pourquoi se lancer dans de telles aventures ?» «La position la plus sage, poursuit ce spécialiste, est de s'en tenir au contenu des discussions qui se sont déroulées lors de la dernière visite du ministre français des Affaires étrangères. Tout le monde sait qu'il y a eu de grosses divergences autour de la manière de faire face à la situation qui se déroule dans le Sahel.

Les Français veulent aller vite, l'Algérie refuse de suivre, de s'embarquer dans des aventures où elle a plus à perdre qu'à gagner. Elle se refuse également à répondre à des sollicitations qui ont plus l'allure d'injonctions qu'autre chose. C'est ainsi qu'elle s'en tient à ce qui a été dit en dernier lieu à Le Drian. L'Algérie est disposée à une coopération forte pour la relance du processus de paix et de réconciliation au Mali. Quant au reste...

A. C.

## LES GOUVERNEMENTS INQUIETS DE LEUR RETOUR MASSIF

## 5 000 terroristes africains au sein de Daesh

**A la question sur le retour probable des terroristes africains se trouvant en Syrie ou en Irak, inquiétude exprimée par les chefs d'Etat africains lors de leur sommet tenu à Addis-Abeba, en Ethiopie, le ministre algérien des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, qui sortait d'un Atelier international sur la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme qui se déroule les 10 et 11 de ce mois au Palais des Nations à Club-des-Pins à l'ouest d'Alger, apporte une précision importante : le nombre de ces terroristes est estimé à 5 000. On peut dire que ces terroristes qui tuent sous la bannière de Daesh sont majoritairement maghrébins.**

Selon les estimations les plus pessimistes des services de sécurité algériens, les nationaux sont largement minoritaires ne dépassant pas une centaine.

Par ailleurs, concernant justement la coordination de la lutte antiterroriste entre les pays africain, Messahel affirme qu'un rapport a été élaboré par l'Algérie à la demande de l'UA (Union africaine) et a été présenté par le Premier ministre Abdelmadjid Tebboune au nom du chef de l'Etat lors du sommet qui s'est déroulé en juin en Ethiopie. «Le président de la République Abdelaziz Bouteflika a été désigné par ses pairs africains pour élaborer une stratégie africaine de lutte contre le terrorisme. Lors du dernier sommet des chefs d'Etat, le Premier ministre Abdelmadjid Tebboune a présenté cette stratégie africaine au nom du chef de l'Etat. Partant de l'expérience algérienne, nous étions le seul pays à le faire. Dans l'évaluation que nous faisons, parmi les combattants étrangers en Syrie et en Irak, il y a 5 000 africains.

C'est un chiffre extrêmement important.» Le MAE a en outre souligné le danger qui guette, à moyen terme, les pays africains surtout le plus vulnérables, ceux notamment du Sahel à cause de ce terrorisme.

800 millions de dollars en circulation chez les narco-trafiquants du Sahel

A ce propos, le ministre ne manque pas d'argument d'appréhension. «Quand je parle parfois du danger que représente la migration clandestine, vous savez que nous vivons dans une zone de turbulences, où règnent les grands trafics, où règnent les narco-trafics et le narco-terrorisme. En effet, selon les estimations des Nations-Unies, il y a 800 millions de dollars qui circulent

chaque année, du fait de ces trafics. Cet argent est très souvent injecté pour alimenter le terrorisme.»

Plus grave, le terrorisme a tendance à se normaliser dans certains pays du Sahel du fait de la pauvreté «Quand vous avez également des guides touristiques qui deviennent des trafiquants et des passeurs d'émigrants clandestins — je cite le cas du Niger qui est un pays formidable avec une population formidable. C'est pour ça que quand je parle de migration clandestine en Algérie, nous faisons toujours le lien entre la sécurité nationale et ce qui se passe dans certains pays subsahariens. Ce sont 800 millions de dollars dans les domaines de narco-trafiquants et du narco-terrorisme qui alimentent

les réseaux de migration clandestine. Traverser le désert n'est jamais facile. Accomplir un itinéraire de 1 500 km pour arriver à Adrar est impossible si ce n'est pas organisé. Effectivement, ce sont des mafias locales ou algériennes qui prennent en charge cette organisation. Nous sommes vigilants et quand les problèmes se posent en termes de sécurité nationale, nous n'avons de leçon à recevoir de personne, ni des ONG ni même des ONG algériennes ou des partis politiques. L'Algérie doit être défendue par ses enfants. Les milliers de migrants qui arrivent chez nous sont encadrés et organisés par des mafias. Ils constituent une menace pour la sécurité nationale.»

Abachi L.

## LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES L'A RÉVÉLÉ HIER

## Des délégations libyennes prochainement en Algérie pour l'examen d'un «règlement pacifique»

**Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a annoncé, hier à Alger, des visites de délégations représentant les différentes parties libyennes dans le cadre des efforts déployés pour parvenir à un règlement pacifique de la crise en Libye.**

S'exprimant en marge d'un atelier international sur le «Rôle de la réconciliation nationale dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme», M. Messahel a affirmé que l'Algérie poursuit ses efforts pour un règlement pacifique de la crise libyenne et la consécration du dialogue inter-Libyens, mettant l'accent sur une intensification des actions diplomatiques qui verra prochainement des visites (en Algérie) de délégations représentant les différentes parties libyennes, exception faite des groupes classés «organisations terroristes» par l'ONU.

En outre, le chef de la diplomatie algérienne a annoncé la visite prochaine du représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye et chef de la mission d'appui des Nations-Unies en Libye (Manul),

Ghassan Salamé. Par ailleurs, le ministre a indiqué que la question libyenne sera évoquée lors de sa visite, ce lundi, en Italie, étant donné que «les Italiens sont concernés», précisant que cette visite sera suivie par d'autres en Égypte et aux Emirats arabes unis.

Les efforts de l'Algérie visent la recherche des solutions à travers le dialogue sans exclusive, exception faite des groupes classés terroristes, a réitéré M. Messahel, estimant que la solution à la crise en Libye passe par «le dialogue inclusif libo-libyen et la réconciliation nationale».

Rappelant son entretien hier

matin avec le président du Haut Conseil pour la réconciliation en Libye, Mohamed El Haouch, M. Messahel a affirmé que «le dialogue inter-Libyens se poursuivait et que les Libyens faisaient un travail colossal et que tout un chacun était convaincu qu'il n'existait pas d'alternative à la solution pacifique sans ingérence aucune dans les affaires internes de la Libye».

Le ministre a réitéré avoir perçu, lors de ses deux tournées en Libye, «une volonté commune chez les Libyens» rappelant que «23 villes libyennes ont rejoint le dialogue libo-libyen».

APS